



Résumé des délibérations
Conseil consultatif d'Exportation et développement Canada
Responsabilité et durabilité des entreprises

Date : 18 et 19 novembre 2019

Participants

Membres du Conseil consultatif sur la RDE

Anita Ramasastry, doyenne émérite de la Washington University School of Law (**par vidéoconférence**)

David Wheeler, cofondateur de l'Academy for Sustainable Innovation

Rosemary McCarney, ancienne ambassadrice du Canada et représentante permanente aux Nations Unies à Genève

Marie-Lucie Morin, Directrice et membre du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Christa Wessel, chef de l'exploitation et des Services juridiques à ClearView Strategic Partners Inc.

Représentants d'Exportation et développement Canada (EDC)

Martine Irman, membre du Conseil d'administration d'EDC

Mairead Lavery, présidente et chef de la direction d'EDC et présidente du Conseil consultatif

Justine Hendricks, première vice-présidente, Commerce durable et Facilitation des affaires

Todd Winterhalt, premier vice-président, Communications et stratégie d'entreprise

David Guy, vice-président, Responsabilité et durabilité des entreprises

David Bhamjee, vice-président, Affaires publiques et secrétaire général d'EDC

Absents

Gordon Lambert, directeur en résidence, Durabilité pour Suncor, Ivey Business School, Université Western

Eduardo Bohórquez, directeur général de Transparencia Mexicana



La réunion automnale du Conseil consultatif de la RDE d'EDC s'est tenue les 18 et 19 novembre 2019. Elle portait sur la gouvernance de la RDE, plus particulièrement sur l'investissement du Conseil d'administration et sur les tendances émergentes dans le domaine. Pour l'occasion, EDC a exceptionnellement accueilli deux éminents experts en la matière : M^{me} Jane Nelson, directrice du programme Corporate Responsibility Initiative de la Harvard Kennedy School, et M. Coro Strandberg, président de Strandberg Consulting et figure de proue mondiale du leadership durable. Ils ont tous deux fait part de leurs observations avisées et de leurs conseils pertinents à l'Équipe de la haute direction et au Conseil consultatif pour les éclairer dans leur réflexion quant à la façon dont le Conseil d'administration d'EDC pourrait guider la Société dans l'atteinte de ses objectifs stratégiques en matière de RDE.

Les points à retenir :

- a) La gouvernance de la RDE n'a jamais été aussi importante, puisqu'EDC est en train d'asseoir la responsabilité et la durabilité des entreprises comme l'un des fondements de sa stratégie. En toute logique, notre Conseil d'administration devrait donc être prêt à jouer un rôle actif dans la supervision en la matière ou, en réalité, se doit de l'être.
- b) Ailleurs dans le monde, les conventions en ce qui concerne l'implication des conseils d'administration sont en pleine évolution, et de nouvelles pratiques voient sans cesse le jour, particulièrement dans le domaine qui nous concerne ici. Il n'est plus à prouver que les questions relatives à la RDE et à l'environnement, aux risques sociaux et à la gouvernance jouent un vaste rôle dans n'importe quelle entreprise, particulièrement si celle-ci est tournée vers le commerce international, comme c'est le cas d'EDC. Si nous voulons que la Société se positionne comme chef de file en la matière, il nous faut pouvoir compter sur l'éclairage de son Conseil d'administration.
- c) Les organisations qui excellent en la matière savent instiller les enjeux de RDE et en matière de risques sociaux et de gouvernance dans une multitude de pratiques et de secteurs d'activité.
- d) Bon nombre des chefs de file du domaine ont déjà commencé à intégrer les notions de durabilité et de responsabilité à leur mandat, à leur vision et à leur proposition de valeur en vue d'ancrer leur entreprise dans ces principes.
- e) Les administrateurs ont quant à eux commencé à se pencher sur leurs liens avec les parties prenantes internes et externes de l'entreprise et sur leur rôle de supervision.
- f) De plus en plus, les conseils d'administration reconnaissent qu'ils ont un rôle à jouer pour s'assurer que les pratiques de RDE sont actualisées et réellement bénéfiques pour l'environnement. En outre, ils conviennent que ces questions sont primordiales pour protéger la valeur d'une entreprise ou la voir augmenter.



Selon ces observations, EDC s'est vue encouragée à considérer certaines avenues qui permettraient à son Conseil d'administration de prendre davantage part à la supervision de ses pratiques en matière de RDE et de risques sociaux et de gouvernance. Les voici :

- i) De quelle manière les questions de RDE et de risques sociaux et de gouvernance peuvent-elles recevoir une attention particulière du Conseil d'administration, potentiellement par l'intermédiaire d'un comité, lors d'une formation spécialisée, par la désignation de champions en la matière au sein du Conseil, ou autre?
- ii) Comment affirmer plus clairement les notions de responsabilité et de durabilité des entreprises dans le mandat d'EDC, dans sa vision, dans ses valeurs, etc.?
- iii) Comment intégrer les normes et considérations de responsabilité et de durabilité des entreprises au cœur du processus décisionnel utilisé pour les questions stratégiques et opérationnelles d'envergure?
- iv) Par quels moyens le Conseil d'administration d'EDC pourrait-il déployer des « observateurs » au sein des groupes internes et externes de parties prenantes?
- v) Comment inclure la performance en matière de risques sociaux et de gouvernance à la Fiche de performance d'EDC?

La réunion automnale du Conseil consultatif sur la RDE a permis de réaffirmer qu'un tel exercice présente une valeur stratégique pour la gestion d'EDC. La présidence d'EDC et du Conseil tient à remercier M^{me} Nelson et M. Strandberg pour leur contribution ponctuelle et chacun des membres du Conseil consultatif pour leurs conseils précieux, qui aideront EDC à perfectionner ses résultats en matière de responsabilité et de durabilité.